

WWW.MAREEPOPULAIRE.FR

POUR L'ÉGALITÉ,
LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ



SAMEDI 26 MAI
MARÉE
POPULAIRE

15h00
Pl. de la Liberté
TOURS

Alternative et autogestion
Alternative Libertaire
APEIS
Attac
Climat social
Collectif des Associations Citoyennes
Collectif National pour les Droits des Femmes
Collectif La Fête à Macron
Confédération Générale du Travail
Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité
Convergence nationale de défense des services publics
DIDF
DIEM25
Droit au Logement
Ecologie sociale
Europe Ecologie Les Verts
Les Effronté.es
Ensemble !
Femmes Egalité
Fondation Copernic
France Insoumise
Gauche Démocratique et Sociale
Génération.s
MJCF
Mouvement Ecolo
Mouvement National des Chômeurs et Précaires
Nouvelle Donne
Nouveau Parti Anticapitaliste
Parti Communiste Français
Parti de Gauche
Parti Ouvrier Indépendant Démocratique
PCOF
PCRF
République et Socialisme
Résistance Sociale
Snesup-FSU
Solidaires
Syndicat des Avocats de France
Syndicat de la Magistrature
UEC
UNEF
• Union Nationale Lycéenne
CNL
Mouvement de la Paix

WWW.MAREEPOPULAIRE.FR

POUR L'ÉGALITÉ,
LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ



SAMEDI 26 MAI
MARÉE
POPULAIRE

15h00
Pl. de la Liberté
TOURS

Alternative et autogestion
Alternative Libertaire
APEIS
Attac
Climat social
Collectif des Associations Citoyennes
Collectif National pour les Droits des Femmes
Collectif La Fête à Macron
Confédération Générale du Travail
Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité
Convergence nationale de défense des services publics
DIDF
DIEM25
Droit au Logement
Ecologie sociale
Europe Ecologie Les Verts
Les Effronté.es
Ensemble !
Femmes Egalité
Fondation Copernic
France Insoumise
Gauche Démocratique et Sociale
Génération.s
MJCF
Mouvement Ecolo
Mouvement National des Chômeurs et Précaires
Nouvelle Donne
Nouveau Parti Anticapitaliste
Parti Communiste Français
Parti de Gauche
Parti Ouvrier Indépendant Démocratique
PCOF
PCRF
République et Socialisme
Résistance Sociale
Snesup-FSU
Solidaires
Syndicat des Avocats de France
Syndicat de la Magistrature
UEC
UNEF
• Union Nationale Lycéenne
CNL
Mouvement de la Paix

POUR L'ÉGALITÉ, LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international.

La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance. Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action.

Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous vou-

lons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ?

Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF.

Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.

POUR L'ÉGALITÉ, LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international.

La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance. Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action.

Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous vou-

lons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ?

Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF.

Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.